

DÉTAILS	ORDRE DU JOUR
<p><b>9 h à 10 h 30 – par Teams</b></p> <p><b>Présences :</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Dominique Savoie  <input checked="" type="checkbox"/> Yovan Fillion  <input checked="" type="checkbox"/> France Gagnon  <input checked="" type="checkbox"/> Mélanie Drainville  <input checked="" type="checkbox"/> Patricia Lavoie  <input type="checkbox"/> Isabelle Savard  <input checked="" type="checkbox"/> Johanne Pelletier  <input checked="" type="checkbox"/> Natalie Rosebush  <input checked="" type="checkbox"/> Chantal Maltais  <input checked="" type="checkbox"/> Lucie Opatrny  <input type="checkbox"/> Horacio Arruda  <input type="checkbox"/> Jérôme Gagnon  <input type="checkbox"/> Daniel Castonguay  <input type="checkbox"/> Daniel Paré  <input type="checkbox"/> Marie-Ève Bédard  <input checked="" type="checkbox"/> Pierre-Albert Coubat  <input checked="" type="checkbox"/> Luc Desbiens  <input type="checkbox"/> Luc Bouchard  <input type="checkbox"/> Marc-Nicolas Kobrynsky  <input checked="" type="checkbox"/> Daniel Desharnais  <input type="checkbox"/> Jean Maitre  <input checked="" type="checkbox"/> Vincent Lehouillier  <input checked="" type="checkbox"/> Josée Doyon</p> <p><b>Remplaçants / invités - secteur :</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Yves Jalbert – DGSP  <input checked="" type="checkbox"/> Éric Trépanier – DAI  <input checked="" type="checkbox"/> Caroline Lemelin  <input checked="" type="checkbox"/> Julie Harvey – BSM  <input checked="" type="checkbox"/> Jonathan Darrieu – BSM - SG  <input checked="" type="checkbox"/> Jonathan Picard – BSM-SG</p> <p>CR préparé par Jonathan Picard</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li><b>Adoption de l'ordre du jour</b></li> <li><b>Compte-rendu du dernier comité</b></li> <li><b>Dépôt de documents</b></li> <li><b>Mot de la sous-ministre</b></li> <li><b>Dossier de la DGGMO</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Enjeux quant à l'adéquation entre les besoins de formation ministériels, la capacité de production des équipes de la formation continue partagée (FCP) et la capacité des établissements à libérer leurs ressources pour suivre les formations</li> <li>Conditions de travail des cadres et hors-cadre du réseau de la santé et des services sociaux en prêt de services au ministère de la Santé et des Services sociaux</li> </ol> </li> <li><b>Dossiers de la DC</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Planification des activités de communication 2021-2022</li> </ol> </li> <li><b>Dossier de la DGAPA, de la DGSP, de la DGPPFC et de la DGILEA</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Présence de fumeurs dans les maisons des aînés et les maisons alternatives</li> </ol> </li> <li><b>Dossier de la DGAUMIP</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>[Projet] de lettre destinée aux patients ou leurs représentants lors d'une mise en tension potentielle du protocole de priorisation des soins intensifs en contexte extrême de pandémie</li> </ol> </li> <li><b>Dossier de la DGFARB et de la DGILEA</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Contribution des établissements publics de la santé et des services sociaux au financement du Centre d'acquisitions gouvernementales pour les exercices financiers 2021-2022 et suivants</li> </ol> </li> <li><b>Dossiers de la DGCRMAI</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Éthique clinique et organisationnelle – Travaux sur la gouvernance ministérielle et réseau</li> </ol> </li> <li><b>Autres sujets</b></li> <li><b>Prochaine rencontre régulière du CODIR</b></li> </ol>

SUJETS	ÉLÉMENTS DISCUTÉS	DÉCISIONS	SUIVIS (responsable et échéance)
1. Adoption de l'ordre du jour	M <sup>me</sup> Savoie souhaite la bienvenue à toutes et à tous. L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	-	-
2. Compte-rendu	Ce point est reporté à la prochaine rencontre.	-	-
3. Dépôt de documents	Il n'y a pas de dépôt de document pour cette rencontre.	-	-
4. Mot de la sous-ministre	M <sup>me</sup> Savoie fait le point sur les sujets à aborder aux prochains CGR régulier et spécial.	-	-
<b>5. Dossier de la DGGMO</b> 5.1. Enjeux quant à l'adéquation entre les besoins de formation ministériels, la capacité de production des équipes de la Formation continue partagée (FCP) et la capacité des établissements à libérer leurs ressources pour suivre les formations 5.2. Conditions de travail des cadres et hors-cadre du réseau de la santé et des services sociaux en prêt de services au ministère de la Santé et des Services sociaux	5.1. M <sup>me</sup> Josée Doyon présente, pour décision, des pistes de solutions afin de répondre aux enjeux actuels en matière de formation continue partagée (FCP). La FCP relève de la DGGMO, mais le contenu des formations est élaboré par quatre CHU fiduciaires et l'INSPQ (pour la DGSP), lesquels ont des équipes de formation dédiées au sein du réseau. Or, la demande en développement de nouvelles formations des directions générales augmente plus rapidement que la capacité à les développer, notamment en raison de la pandémie. Par contre, les membres du personnel des établissements se prévalent peu des formations offertes, et ce, malgré l'inventaire de formations existantes. Il résulte de cette situation que des sommes résiduelles des années antérieures dédiées à ce type d'activités ne sont pas utilisées. Les membres discutent des solutions proposées et adhèrent à celles-ci.  5.2. M <sup>me</sup> Doyon informe le CODIR de l'importance d'informer au préalable la Direction de la gestion de la main-d'œuvre avant tout recrutement, par prêt de services, d'un employé du RSSS pour travailler au ministère de la Santé et des Services sociaux. Une directive du Conseil du trésor balise les conditions de travail de ces employés et il demeure important de la respecter afin, entre autres, de faciliter le processus global de recrutement interne et de gestion administrative pour les établissements.	<b>21-CODIR-060 :</b> Les solutions proposées, afin de mieux cerner les besoins de formation ministériels, sont adoptées.	DGMMO : Produire un tableau du nombre potentiel de primes auxquelles les secteurs ont droit afin de faciliter le recrutement au sein de la fonction publique.
<b>6. Dossier de la DC</b> 6.1. Planification des activités de communication 2021-2022	M <sup>me</sup> Johanne Pelletier présente, pour décision, la planification des activités de communication pour l'année financière 2021-2022 ainsi que le budget associé à chacune des campagnes envisagées. Le volet concernant la pandémie fait l'objet d'une planification à part. Il est convenu d'ajouter une campagne sur la proche aide.		DC / DGAPA : Détailler les besoins pour la campagne sur la proche aide dans la planification 2021-2022.

SUJETS	ÉLÉMENTS DISCUTÉS	DÉCISIONS	SUIVIS (responsable et échéance)
<b>7. Dossier de la DGAPA, de la DGSP, de la DGPPFC et de la DGILEA</b> 7.1. Présence de fumoirs dans les maisons des aînés et les maisons alternatives	<p>M<sup>me</sup> Natalie Rosebush présente, pour décision, la directive visant à déterminer la présence de fumoirs dans les maisons pour aînés et les maisons alternatives comme attendue par les établissements du réseau. Prenant en compte à la fois le rôle du MSSS comme promoteur des saines habitudes de vie (politique sans fumée, protection des résidents et personnel, etc.) et les maisons des aînés et les maisons alternatives comme des milieux de vie – au même titre que les CHSLD où il y a présence de fumoirs – il est proposé de laisser les établissements ce choix, en les invitant notamment à consulter les comités d’usagers. Les installations qui se seront dotées d’un fumoir ne pourront recevoir leur certification <i>Leed</i>. Celles qui n’offriront pas cette commodité devront trouver une option d’aménagement alternative pour ses résidents fumeurs.</p>	<b>21-CODIR-061 :</b> Il est décidé de laisser les établissements permettre ou non l’installation d’un fumoir dans les futures installations.	-
<b>8. Dossier de la DGAUMIP</b> 8.1. [Projet de] Lettre destinée aux patients ou leurs représentants lors d’une mise en tension potentielle du protocole de priorisation des soins intensifs en contexte extrême de pandémie	<p>M<sup>me</sup> Lucie Opatrny présente, pour décision, un projet de lettre pour utilisation des établissements, destinée aux patients ou leurs représentants lors d’une mise en tension potentielle du protocole de priorisation des soins intensifs en contexte de pandémie. Ce document a été travaillé en collaboration avec un éthicien. Étant donné la sensibilité du document, il y a consensus pour ne pas la diffuser au sein du réseau dès maintenant. Une autre avenue est proposée, soit l’utilisation d’une fiche d’information à inclure au Protocole national de priorisation pour l’accès aux soins intensifs, et permettrait de diffuser des éléments visant à informer et soutenir les professionnels dans leur intervention auprès du patient et leurs proches dans une telle situation. Une nouvelle proposition sera soumise en ce sens au CODIR.</p>		DGAUMIP et DC : Adapter le contenu du projet de lettre pour le guide du protocole de triage pour les soins intensifs et soumettre une proposition au CODIR.
<b>9. Dossier de la DGFARB et de la DGILEA</b> 9.1. Contribution des établissements publics de la santé et des services sociaux au financement du Centre d’acquisitions gouvernementales (CAG) pour les exercices financiers 2021-2022 et suivants	<p>M. Pierre-Albert Coubat présente, pour décision, la contribution attendue des établissements publics de la santé et des services sociaux pour le financement du CAG – tel que prévu lors la création de l’organisme – à même le budget du MSSS, pour l’année 2021-2022. Avant la création du CAG, les établissements du RSSS étaient facturés selon l’historique des cibles d’utilisation des groupes d’approvisionnements en commun. Considérant la pandémie et le travail à réaliser afin d’établir de nouvelles cibles auprès du CAG, cette proposition est faite au CODIR.</p>	<b>21-CODIR-062 :</b> Il est convenu de payer la contribution 2021-2022 du CAG pour les établissements du réseau	-

COMITÉ DE DIRECTION - MSSS  
Compte-rendu du 16 février 2021

APPROUVÉ

SUJETS	ÉLÉMENTS DISCUTÉS	DÉCISIONS	SUIVIS (responsable et échéance)
<b>10. Dossier de la DGCRMAI</b> 10.1 Éthique clinique et organisationnelle – Travaux sur la gouvernance ministérielle et réseau	M. Daniel Desharnais fait part que les enjeux éthiques qui émergent au sein du réseau de la santé augmentent sans cesse, notamment dans un contexte de pandémie. Il est rappelé que la Direction de l'éthique et de la qualité, en 2019, avait lancé avec la Table ministérielle sur l'éthique des travaux, dont une journée de réflexion annulée en raison de la COVID-19 en 2020. On indique l'absence de structure de gouvernance au sein du MSSS en la matière et la DGCRMAI souhaite se voir confier ce chantier. Le mandat proposé vise à faire une revue de l'ensemble des besoins en matière d'éthique clinique et organisationnelle tant au MSSS que dans le réseau, à définir les enjeux, les défis et les opportunités, à proposer aux autorités une vision et des orientations et à définir un cadre de gouvernance. Toutefois, importe d'établir une stratégie d'action avant de lancer officiellement les travaux d'assurer une adhésion optimale du réseau à cette démarche.	-	<b>DGCRMAI</b> : Réajuster le mandat suivant les inquiétudes des SMA sur la question
<b>11. Autres sujets</b>	Aucun autre sujet n'est discuté.	-	-
<b>12. Prochaine rencontre</b>	Fin de la rencontre à 10 h 28. La prochaine rencontre régulière se tiendra le 24 février 2021.	-	-